

Vers une Économie Circulaire au Maroc : Défis, Stratégies et Perspectives.

Towards a Circular Economy in Morocco: Challenges, Strategies and Perspectives.

ALAMI NOUREDDINE Nouha

Doctorante

Faculté des langues, arts et sciences humaines de Settat

Université – Hassan 1er

Laboratoire des langues, arts et sciences humaines

Nouha.alaminouredine@gmail.com

KHARBACH Oussama

Docteur en géographie et aménagement des territoires

Faculté des lettres et sciences humaines de Marrakech

Université – Cadi Ayyad

Laboratoire des études sur les ressources, les mobilités et l'attractivité

Kharbachoussama6@gmail.com

SABIL Abdelkader

Professeur des études supérieur

Faculté des langues, arts et sciences humaines de Settat

Université – Hassan 1er

Laboratoire des langues, arts et sciences humaines

abdelkaders@gmail.com

BENICHOUS Anas

Professeur assistant

Faculté des langues, arts et sciences humaines de Settat

Université – Hassan 1er

Laboratoire des langues, arts et sciences humaines

anass.benichou@uhp.ac.ma

Date de soumission : 30/11/2023

Date d'acceptation : 04/01/2024

Pour citer cet article :

ALAMI NOUREDDINE. N. & AL. (2024) «Vers une économie circulaire au Maroc :Défis, stratégies et perspectives », Revue Française d'Economie et de Gestion« Volume 5 : Numéro 1 » pp : 186 – 201.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons Attribution License 4.0 International License



Résumé

Dans cet article, l'exploration de l'économie circulaire dans le contexte marocain s'étend sur plusieurs aspects essentiels. En mettant en lumière ses défis, opportunités et son impact sur le développement durable, il débute par une analyse détaillée des fondements de cette approche. Insistant sur son rôle crucial dans la gestion des déchets et la préservation des ressources, l'article illustre comment ces principes s'appliquent spécifiquement au Maroc.

En se concentrant sur le pays, l'étude examine en détail les mesures législatives existantes et les projets pilotes en cours. Elle explore également les stratégies envisageables pour opérer une transition réussie vers une économie circulaire, prenant en compte les obstacles socio-économiques et les considérations environnementales propres au contexte marocain.

Enfin, l'article met en exergue l'impératif d'une collaboration étroite entre les secteurs public et privé pour concrétiser les avantages de cette approche. En soulignant cette nécessité, il encourage une action concertée pour garantir le plein bénéfice de l'économie circulaire au Maroc, contribuant ainsi à sa durabilité économique et environnementale.

Mots clés : Économie circulaire ; Développement durable ; Gestion des déchets ; Maroc ; Transition écologique

Abstract

This article delves into the concept of circular economy within the Moroccan context, shedding light on its challenges, opportunities, and its pivotal role in sustainable development. It initiates by providing an in-depth overview of the principles of the circular economy, emphasizing its growing significance in waste management and resource conservation. The study then specifically focuses on Morocco, analyzing existing legislative measures and ongoing pilot projects. It delves into potential strategies crucial for a successful transition towards a circular economy in Morocco, taking into consideration socio-economic barriers and environmental concerns unique to the region.

Furthermore, the article concludes by underscoring the importance of a collaborative approach between the public and private sectors. Emphasizing this collaborative necessity, it advocates for concerted action to fully realize the benefits of the circular economy in Morocco, thereby contributing significantly to its economic and environmental sustainability.

Keywords: Circular economy; Sustainable development; Waste management; Morocco; Ecological transition

INTRODUCTION:

La société actuelle, caractérisée par un rythme accéléré de croissance, de développement et de consommation des ressources, génère d'innombrables conflits sociaux, politiques et environnementaux. Cette dynamique nous rapproche dangereusement d'un point de non-retour en termes de détérioration environnementale. Selon Vélez (1981), les crises cycliques du capitalisme ont été surmontées par l'extraction d'excédents économiques significatifs des pays du tiers monde, exacerbant les inégalités économiques et l'exploitation des marchés intérieurs de ces économies sous-développées.

Ces pratiques ont prouvé que le modèle actuel, basé sur une production et une consommation excessives de biens matériels, engendre de graves problèmes environnementaux, notamment le gaspillage de terres et l'accélération de la perte de biodiversité. Cette situation risque de dépasser la capacité de la Terre à soutenir l'espèce humaine à court ou moyen terme (Geissdoerfer et al., 2017).

Face à ce défi, le modèle linéaire actuel, principalement basé sur la production, l'utilisation et l'élimination des biens sans possibilité de réutilisation (Esposito et al., 2018), semble insoutenable. En contraste, l'économie circulaire émerge comme un modèle économique durable, introduit dans les années 1970 par Stahel et Reday, qui prône une "économie en boucle" axée sur l'efficacité des ressources et leur réutilisation.

Le Maroc, s'alignant sur cette tendance mondiale, adopte ce concept à son tour. En plaçant l'économie circulaire au cœur de ses stratégies de développement durable à long terme, le pays s'engage à transformer ce modèle en un pilier essentiel de son développement.

L'apport théorique de cette étude repose sur une recherche bibliographique approfondie effectuée dans des bases de données telles que le CESE, HCP, Scopus, Google Scholar et Microsoft Academic Search. Cette recherche a compilé divers articles et publications, privilégiant ceux qui sont récents et pertinents pour le sujet, couvrant divers secteurs où l'économie circulaire a été introduite ou étudiée.

Dans son analyse, Morocho (2018) examine l'impact de l'économie circulaire sur le secteur productif, tant au niveau mondial que dans la sphère économique. Il étudie les principales nations adoptant des mesures contre la tendance à la surconsommation et à la génération de déchets. Selon Morocho, la persistance d'une mentalité axée sur la consommation, associée à un système de production linéaire typique du modèle économique traditionnel "prendre-faire-jeter", pourrait conduire à une grave pénurie de ressources naturelles. Par conséquent, la mise en œuvre de nouvelles stratégies pour un développement durable devient

impérative, s'appuyant sur des "productions propres", une pensée industrielle innovante et la modernisation écologique.

Quels sont donc les défis et les opportunités de l'économie circulaire dans le contexte marocain et quel est son impact sur le développement durable ?

Face à ce contexte global et aux spécificités du Maroc, cet article s'efforce de dévoiler les multiples facettes de l'économie circulaire dans un cadre marocain. Nous nous interrogeons sur les défis et les opportunités que présente l'économie circulaire pour le Maroc, ainsi que sur son impact potentiel sur le développement durable du pays. Cette problématique centrale guide notre exploration à travers différentes approches et théories, afin de comprendre en profondeur comment le Maroc peut transformer ces défis en opportunités pour un avenir durable.

1. Economie circulaire : Revue de littérature :

Avant de plonger dans la revue de littérature détaillée, il est essentiel de situer notre étude dans le vaste domaine de l'économie circulaire et de son application spécifique au Maroc. Cette section s'attache à explorer diverses perspectives et approches théoriques qui ont façonné la compréhension actuelle de l'économie circulaire. Elle se penche sur les contributions de penseurs et de praticiens influents dont les travaux ont joué un rôle crucial dans la conceptualisation et la mise en œuvre de ce modèle économique à l'échelle mondiale. En analysant ces diverses approches, notre objectif est de distiller des éléments pertinents pouvant être adaptés au contexte marocain, afin de cerner les opportunités et défis spécifiques que le pays pourrait rencontrer dans son parcours vers une économie plus circulaire et durable.

Tableau 1 : Principaux auteurs de l'économie circulaire et leurs contributions :

Ellen MacArthur Foundation	Fondée par la navigatrice Ellen MacArthur, cette fondation a joué un rôle essentiel dans la promotion de l'économie circulaire. Leur rapport "Towards the Circular Economy" a contribué à populariser et à définir les principes de base de cette approche.
Walter R. Stahel	Connu pour avoir développé le concept d'économie de la fonctionnalité dans les années 1970, Stahel a avancé l'idée de prolonger la durée de vie des produits en favorisant leur réparation et leur réutilisation, jetant ainsi les bases de l'économie circulaire

William McDonough et Michael Braungart	Leur livre "Cradle to Cradle: Remaking the Way We Make Things" propose une vision où les produits sont conçus pour être entièrement recyclables ou biodégradables, favorisant ainsi une approche circulaire de la production.
Kate Raworth	L'économiste britannique a proposé le concept d'un "Doughnut Economics" qui intègre les objectifs de l'économie circulaire dans un modèle économique durable, où les besoins humains sont satisfaits sans dépasser les limites planétaires.
Le Club de Rome	Connu pour son rapport "The Limits to Growth", ce groupe de réflexion a mis en évidence les défis posés par la croissance économique non durable et a plaidé en faveur d'une économie circulaire pour préserver les ressources.

Source : Auteur

2. Synthèses des travaux et hypothèses de recherche

Nous explorons l'application des principes de l'économie circulaire au contexte marocain, en nous appuyant sur divers modèles et théories internationaux. Nous postulons que l'adoption de ces modèles, notamment ceux promus par la Fondation Ellen MacArthur et les concepts développés par Walter R. Stahel, influencera de manière significative l'élaboration et l'efficacité des stratégies d'économie circulaire au Maroc. En outre, nous envisageons que l'intégration des pratiques de conception durable, inspirées par les travaux de William McDonough et Michael Braungart, pourrait conduire à une réduction notable de l'impact environnemental du Maroc tout en stimulant l'innovation industrielle. Par ailleurs, l'incorporation des idées du 'Doughnut Economics' de Kate Raworth pourrait permettre au Maroc d'atteindre un équilibre entre le développement économique et la conservation des ressources naturelles.

Enfin, nous examinons comment la prise en compte des recommandations du Club de Rome pourrait orienter le Maroc vers une gestion plus durable et circulaire de ses ressources, contribuant ainsi à une économie plus résiliente face aux défis environnementaux et sociaux actuels.

2.1 Principes et Critères Clés de l'Économie Circulaire : Vers une Intégration Durable au Maroc

L'économie circulaire est un concept qui s'appuie sur les liens économiques et le processus de dématérialisation de l'économie industrielle (Atiku, 2020). Récemment, l'économie circulaire a fait l'objet d'une grande attention de la part des décideurs politiques, des chercheurs et des praticiens du monde entier, qui y voient un moyen de promouvoir les objectifs de développement durable, c'est d'abord assurer un développement économique et social, sauf que pour pouvoir assurer une économie circulaire il va falloir que ce développement économique assure et prend en considération un nombre de critères asavoir :

- L'utilisation des matières premières il va falloir de la conception de la production de l'industrie qu'on prend en considération la nécessité de réduire ou de mieux utiliser en quelque sorte la MP,
- Le second critère est de prendre en considération les changements climatiques c'est-à-dire le produit quand il est sur le marché il est moins émetteur en termes de gaz à effet de ser que ça soit au niveau de la conception ou de son l'utilisation,
- Le troisième critère est la gouvernance c'est-à-dire que toutes les parties prenantes soient impliquées dans la gestion de ce produit ou dans cette économie.
- La participation c'est au sens large parce que aujourd'hui si on prend l'exemple des déchets on ne peut pas promouvoir le recyclage des déchets sans la participation du citoyen : c'est le simple citoyen, c'est la société civil et toutes les composantes de la société que se soit les collectivités territoriales.
- Il y a également l'arsenal juridique qui doit accompagner en quelque sorte et qui mets en place tous les dispositions réglementaire et juridiques techniques et normatifs pour pouvoir assurer cette économie : Au Maroc, plusieurs textes juridiques ont été adoptés pour réglementer et gérer l'environnement et les déchets.

Voici quelques-uns des principaux textes législatifs concernant ce domaine :

Tableau 2 : Cadre règlementaire de l'économie circulaire au Maroc

Lois et Codes :	Décrets et Règlements :	Stratégies Nationales :	Conventions Internationales :
Loi-cadre sur la gestion des déchets : Adoptée en 2006, cette loi établit les principes généraux de la gestion des déchets au Maroc. Elle définit les responsabilités des différentes parties prenantes, encourage la prévention et la valorisation des déchets, et fixe les règles pour leur traitement.	Décret sur la classification des déchets : Il établit les critères et les procédures de classification des déchets, facilitant ainsi leur gestion appropriée.	Stratégie nationale de gestion des déchets : Le Maroc a développé une stratégie visant à améliorer la gestion des déchets sur le long terme, en mettant l'accent sur la réduction, le recyclage et la valorisation des déchets.	Convention de Bâle : Le Maroc est signataire de cette convention internationale qui régule les mouvements transfrontaliers de déchets dangereux et en promeut la gestion écologiquement rationnelle.
Code de l'Environnement : Ce code comprend plusieurs dispositions relatives à la gestion environnementale, y compris la gestion des déchets. Il aborde divers aspects de la protection de l'environnement et de la gestion des ressources naturelles.	Décret relatif aux installations de stockage des déchets : Ce décret établit les normes et les critères pour la construction et l'exploitation des sites de stockage des déchets.		Protocole de Kyoto : Bien qu'il ne traite pas spécifiquement des déchets, ce protocole concerne les émissions de gaz à effet de serre, et par extension, les pratiques environnementales liées à la réduction des déchets et à leur traitement.

Source : Auteur

2.2 Les quatre R de l'Économie circulaire

Les "quatre R de l'Économie circulaire" sont des principes fondamentaux visant à optimiser l'utilisation des ressources et à réduire la production de déchets. Voici davantage de détails sur chacun de ces concepts :

2.2.1 Réduire :

Une consommation Responsable qui encourage à réduire la consommation de ressources en adoptant des modes de vie durables, en favorisant l'efficacité énergétique et en limitant les achats impulsifs.

L'Éco-conception qui implique la conception de produits en tenant compte de leur cycle de vie complet, de leur impact environnemental et de leur durabilité pour minimiser les déchets dès la phase de conception.

2.2.2 Réutiliser:

Le Réemploi par le biais d'encourager la réutilisation directe des produits sans nécessiter de transformation majeure, par le biais de la réparation, du don ou de la revente.

L'Emballages Réutilisables qui favorise l'utilisation d'emballages pour réduire la dépendance aux emballages à usage unique.

2.2.3 Recycler:

La collecte Sélective : qui Implique la collecte et la séparation des déchets recyclables pour les acheminer vers des installations de recyclage.

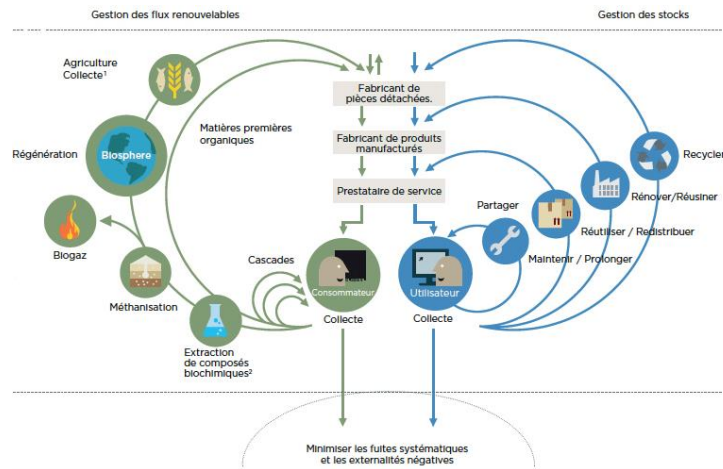
La transformation en Nouveaux Produits : Les déchets recyclés sont transformés en matières premières pour la fabrication de nouveaux produits, réduisant ainsi la demande de ressources vierges.

2.2.4 Régénérer:

L'agriculture Circulaire : Encourage des pratiques agricoles durables comme l'agroécologie, la permaculture et le compostage pour restaurer la fertilité des sols et promouvoir une agriculture respectueuse de l'environnement.

La conservation des Écosystèmes : qui vise à restaurer et à préserver les écosystèmes naturels, à promouvoir la biodiversité et à régénérer les zones endommagées pour un équilibre écologique durable.

Figure 1 : Schéma de l'économie circulaire Ellen MacArthur



Source : Fondation Ellen MacArthur 2016

2.3 Le Maroc face au recyclage des déchets :

Depuis un certain temps, le recyclage est privilégié comme principal moyen de mettre en pratique les principes de l'économie circulaire. Cette approche vise à valoriser les produits et matériaux existants, réduisant ainsi l'utilisation des matières premières. Il se définit comme le processus consistant à réintroduire les matériaux résiduels dans les cycles de production pour les transformer en nouveaux produits. Selon les chiffres du conseil économique social et environnemental (CESE) le gisement de déchets au Maroc en 2020 a été estimé à plus de 7 millions de tonnes, avec une production moyenne annuelle en milieu urbain chiffrée à 5,5 millions de tonnes par an, soit l'équivalent en moyenne de 0,8 kg par jour et par individu. Pour le milieu rural, les estimations se situent à 1,6 million de tonnes par an, soit presque l'équivalent moyen de 0,3 kg par jour et par individu.

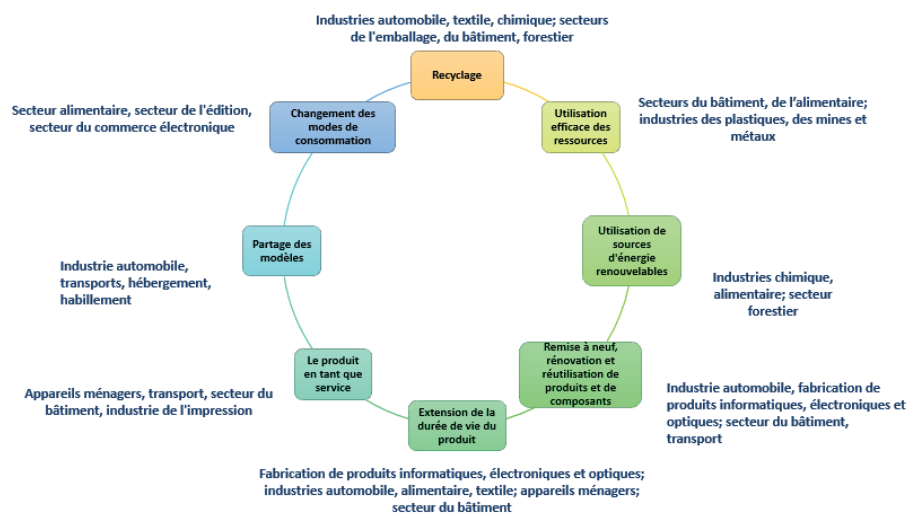
Cette approche nécessite de repenser les relations entre producteurs et consommateurs, de stimuler l'innovation technologique, de mettre en place des réglementations appropriées et d'adopter de nouveaux comportements. Cela permet de repenser les processus de transformation et de promouvoir l'émergence d'un marché axé sur des produits et services durables. Cependant, l'économie circulaire englobe bien plus que le simple recyclage, englobant de nombreux secteurs d'activité et offrant diverses approches de production et de consommation qui se complètent.

L'économie circulaire est donc une opportunité donnée à l'économie de pouvoir se réinventer, créer de l'emploi, et créer de la valeur contrairement à l'économie linéaire.

Aujourd'hui le changement climatique c'est juste la partie émergée de l'iceberg qui cache beaucoup de choses : En effet il existe d'innombrables engagements au niveau international même la communauté internationale elle s'est engagée a mobiliser 100 milliards a partir de 2020 pour apporter de l'aide et de l'assistance au pays en développement. Aujourd'hui le Maroc est loin de l'objectif, et dans le cadre d'une solidarité internationale tous les pays se sont engagés dans le cadre de la CDN (contribution déterminée au niveau national) a réduire de 45% ses émissions a l'horizon de 2030.

Dans ces 45% il ya pratiquement 27% qui est conditionnel ca veut dire si le Maroc ne dispose pas de financement, ne pourra pas par la suite l'exécuter, et les 17% qui reste c'est un engagement personnel.

Figure 2 : Secteurs d'application des processus de l'économie circulaire.



Source: *The circular economy: a review of definitions processes and impacts*

2.4 Bilan des Initiatives de la cop22

La COP22, qui s'est déroulée à Marrakech, au Maroc, en novembre 2016, a été un événement très important dans la lutte mondiale contre le changement climatique. Elle a été marquée par plusieurs initiatives et engagements, notamment :

2.4.1 Mise en œuvre de l'Accord de Paris :

La COP22 a été une étape importante pour la concrétisation de l'Accord de Paris sur le climat, adopté en 2015. Les discussions lors de cette conférence ont porté sur la manière de mettre en œuvre les engagements pris pour limiter le réchauffement climatique en dessous de 2 degrés Celsius.

2.4.2 Lancement de l'Initiative de l'Action Climatique Globale pour le Maroc (GCA-Maroc)

Cette initiative vise à renforcer les actions climatiques à l'échelle nationale, régionale et internationale en mobilisant les efforts pour répondre aux défis du changement climatique. Elle promeut l'engagement des acteurs non-étatiques, y compris les entreprises, les villes et les organisations de la société civile.

2.4.3 Mobilisation des fonds climatiques :

La COP22 a mis l'accent sur la mobilisation des financements climatiques pour soutenir les pays en développement dans leurs efforts d'adaptation et de mitigation face au changement climatique. Plusieurs annonces ont été faites par différents pays et organisations pour contribuer au Fonds vert pour le climat.

Engagement des acteurs non-étatiques :

La conférence a mis en lumière le rôle crucial des acteurs non-étatiques tels que les entreprises, les collectivités locales, les ONG et les citoyens dans la lutte contre le changement climatique. De nombreuses initiatives ont été lancées pour encourager leur participation et leur engagement.

2.4.4 Promotion de l'agriculture durable et de l'adaptation au climat

Le Maroc a souligné l'importance de l'agriculture durable dans le contexte du changement climatique. Des discussions ont eu lieu sur les moyens d'adapter les pratiques agricoles aux impacts du changement climatique tout en assurant la sécurité alimentaire.

2.4.5 Mise en avant de l'Afrique et des pays en développement :

La COP22 a mis l'accent sur les défis spécifiques auxquels sont confrontés les pays en développement, en particulier les pays africains, et sur la nécessité de renforcer leur capacité d'adaptation et de mitigation.

2.5 Vers une économie circulaire

Fondée sur le principe de "refermer le cycle de vie" des produits, l'économie circulaire nécessite une vision d'ensemble, impulsée par l'État sous forme d'une ambition nationale. Cette vision vise à boucler tous les maillons de l'économie verte au niveau sectoriel et territorial, abordant ainsi les enjeux environnementaux, culturels, sociaux et économiques.

Placer l'économie circulaire au cœur du nouveau modèle de développement économique permettrait de donner une orientation claire à toutes les parties prenantes, tout en tenant compte des particularités de chaque région. L'objectif final est de capitaliser sur les opportunités offertes par ce modèle pour aboutir à des communautés locales et des villes où la circularité

prédomine. Pour ce faire, des approches scientifiques, techniques et participatives sont nécessaires pour décliner la vision nationale en objectifs territoriaux clairs, avec des indicateurs propres à chaque zone.

À l'échelle internationale, plusieurs villes aspirent à devenir les pionnières des villes circulaires, une ambition soutenue par une volonté politique affirmée, des plans d'action concrets et une sensibilisation généralisée.

L'analyse d'expériences internationales en économie circulaire met en évidence plusieurs axes :

- La sensibilisation des citoyens pour encourager une consommation durable.
- La lutte contre l'obsolescence programmée des produits par la réparation et la réutilisation.
- La promotion de produits durables via l'éco conception.
- Le renforcement de la responsabilité élargie des producteurs (REP).
- La prévention et réduction des déchets en se concentrant sur des secteurs clés comme les emballages, le textile, l'électronique, ou le bâtiment.

La réussite de la transition vers une économie circulaire en Afrique a connu une importance capitale pour garantir une croissance mondiale durable. Des initiatives circulaires commencent à émerger dans plusieurs pays du continent. Par exemple, le Rwanda et le Kenya ont pris des mesures en interdisant les sacs en plastique pour lutter contre les crises croissantes liées aux déchets. De plus, des installations de recyclage des déchets électroniques ont créé des emplois verts substantiels dans ces pays, témoignant des opportunités économiques et environnementales qu'offre l'économie circulaire.

2.6 L'économie circulaire : une opportunité pour le Maroc

2.6.1 Le bon positionnement du Maroc quant à l'amélioration de ses liens dans le domaine de l'économie circulaire avec ses partenaires

L'économie circulaire représente un élément central de la transition énergétique et socio-écologique pour de nombreux pays partenaires du Maroc, dans leur quête de neutralité carbone d'ici 2050. Cette approche offre un moyen de créer de nouveaux moteurs de développement, favorisant la génération de richesses et d'emplois tout en respectant les engagements internationaux tels que l'Accord de Paris et les Objectifs de Développement Durable (ODD), en particulier l'ODD N°12.

Plusieurs pays de l'Union Européenne intègrent désormais la logique circulaire dans leur agenda, en la considérant comme l'un des piliers de leurs stratégies, comme celle de l'Europe

pour 2020 et 2050. La Commission européenne vise, à travers cette approche, une évolution vers une économie moderne et efficiente dans l'utilisation des ressources, visant à atteindre la neutralité carbone d'ici 2050 et à stimuler une croissance économique indépendante de la consommation de ressources. Un plan d'action spécifique nommé "vers une pollution zéro dans l'air, l'eau et les sols" a été élaboré dans ce contexte.

L'adoption de l'économie circulaire par le Maroc renforcera ses choix stratégiques en faveur de la durabilité. Cela améliorera également ses relations avec ses partenaires dans les domaines de l'environnement et du climat, tout en ouvrant la porte à de nouvelles sources de financement provenant de pays avancés qui s'engagent vers la neutralité carbone d'ici 2050.

2.6.2 Transition vers une gestion circulaire des déchets domestiques au Maroc

Au Maroc, la collecte générale des déchets ménagers est effectuée sans tri préalable, compliquant considérablement leur valorisation ultérieure. Cette absence de tri initial rend la transformation des déchets plus difficile, coûteuse et peu rentable pour le secteur privé. L'absence de tri à la source représente un frein majeur à l'évolution de cet écosystème, entraînant des problèmes environnementaux, sociaux et économiques tels que :

- L'impact sur la santé humaine et les écosystèmes : prolifération de microbes, émissions de méthane, etc.
- Les difficultés dans la circularité des déchets :
 - Le Recyclage complexe et coûteux (papier carton mouillé, nettoyage des plastiques, etc.) avec l'impossibilité de valoriser les matières organiques, représentant près de 70% du poids total des déchets.
 - Les Possibilités limitées de production d'énergie en raison d'un faible pouvoir calorifique.
 - Un Développement restreint des filières économiques pour la création de richesses et d'emplois, en raison d'un potentiel de recyclage peu exploité (plastique, papier, verre, métaux précieux), de récupération (biomasse, biogaz, énergie résiduelle) ou de transformation en compost ou énergie.

La gestion des déchets au Maroc, selon l'article 3 de la loi 28.00, englobe diverses opérations, mais cette loi ne contraint ni à la réduction de la production de déchets ni à l'instauration du tri à la source. Bien que la loi encourage le tri et la valorisation des déchets,

l'absence de décret d'application pour concrétiser ces aspects se traduit par un faible volume de déchets triés et des conditions peu satisfaisantes pour les récupérateurs.

Malgré les efforts déployés, le retard significatif dans la mise en place du tri à la source au Maroc favorise les activités informelles, laissant aux chiffonniers une plus grande marge d'intervention en termes de tri et de valorisation.

2.6.3 Recommandations pour une Transition Vers l'Économie Circulaire au Maroc

Le Maroc se trouve à un carrefour crucial pour orienter son économie vers le modèle circulaire après la crise sanitaire. Les recommandations clés incluent la mise en place d'une stratégie globale, la consolidation de la gouvernance, un renforcement de l'éducation environnementale, l'intégration sociale de l'économie circulaire et une réglementation environnementale plus stricte.

- **Stratégie Globale :** Élaboration d'une stratégie claire, incluant des incitations pour les investisseurs engagés dans des pratiques favorables à l'économie circulaire.
- **Gouvernance Renforcée :** Création de comités interministériels pour tracer des orientations stratégiques, suivre les actions et mesurer leur impact.
- **Éducation Environnementale :** Intégration de l'éducation environnementale à tous les niveaux scolaires, accompagnée d'une stratégie de sensibilisation ciblée.
- **Dimension Sociale :** Reconnaissance de l'économie circulaire comme moteur de progrès, génération d'opportunités d'emploi pour les jeunes et encouragement de l'engagement sociétal au sein des entreprises.
- **Réglementation Renforcée :** Application stricte de la législation environnementale existante, élaboration de nouvelles lois encourageant la responsabilisation et le principe du pollueur-payeur.

CONCLUSION :

La transition vers une économie circulaire représente une voie prometteuse pour le Maroc. En adoptant les principes de réduction, de réutilisation, de recyclage et de régénération, le pays peut entrevoir un avenir durable et prospère.

Cette approche offre une opportunité unique au Maroc de réduire sa dépendance aux ressources naturelles, tout en stimulant la création d'emplois et en renforçant sa compétitivité sur la scène internationale. En repensant ses politiques économiques, industrielles et environnementales pour intégrer les principes de l'économie circulaire, le Maroc peut non

seulement réduire son empreinte écologique, mais aussi attirer davantage d'investissements et de partenariats internationaux axés sur la durabilité.

Cependant, cette transition exige un engagement concerté de tous les acteurs : gouvernements, entreprises, organisations et citoyens. En intégrant ces principes dans ses stratégies de développement, le Maroc peut améliorer la qualité de vie de ses citoyens, préserver son environnement et s'aligner sur les objectifs mondiaux de développement durable.

Enfin l'économie circulaire offre au Maroc une opportunité unique de façonner un avenir plus résilient, prospère et respectueux de l'environnement, tout en renforçant son leadership dans la région en matière de durabilité.

Ainsi nous pouvons poser les questions suivantes :

Quelles sont les limites qui entravent l'application des principes de l'économie circulaire, et est-ce que l'économie linéaire ne présente que des limites ?

Est-il possible de trouver une solution plus efficace que l'économie circulaire ?

BIBLIOGRAPHIE

- Bourg, D et Buclet, N. (2005) « L'économie de fonctionnalité. Changer la consommation dans le sens du développement durable », Revue Futuribles, No.313, pp.27-37.
- Ellen MacArthur Foundation (2020) .Économie circulaire : écoles de pensée.
- Esposito, M.,Tse,T.,&Soufani,K.(2018).The circular economy: An opportunity for renewal, growth, and stability. Thunderbird International Business Review, 60(5)
- Gallaud D., LapercheB.,(2016). Circular economy, industrial ecology and short supply chain, London, Iste/Wiley.
- Gallopoulos N.E., Frosch R.A.,(1989). Strategies for manufacturing, Scientific American, 261, 3, 144-152.
- Garcés-Ayerbe C., Rivera-Torres P., Suárez-Perales I., Leyva-de la HizD.I.,(2019). Is it possible to change from a linear to a circular economy? An overview of opportunities and barriers for European small and medium-sized enterprise companies, International Journal of Environmental Research and Public Health, 16, 5, 851
- Geissdoerfer, M.,Savaget,P.,Bocken,N.,&Hultink,E.J. (2017). L'économie circulaire - Un nouveau paradigme de durabilité ? Journal of Cleaner Production, 143, 757-768.
- Ghisellini P., Cialani C., Ulgiati S., (2016).A review on circular economy: the expected transition to a balanced interplay of environmental and economic systems, Journal of Cleaner Production, 114, 11-32
- Lanoie P., Normandin D, (2015), Gestion 2015/3 (Vol. 40), pages 90 à 95

- Le Roy, F, Robert, M. & Giuliani, P. (2013), « L'innovation managériale. Généalogie, défis et perspectives », Revue Française de Gestion, 6(235), Lavoisier, pp. 77-90
- Morocho, F. R. A. (2018). L'économie circulaire comme facteur de développement durable du secteur productif. INNOVAResearchJournal,3(12).
- Normandin D., Raufflet E., (2021), « Dossier économie circulaire : l'heure des choix une transition nécessaire »
- Vélez, R. M. (1981). Crise et croissance accélérée. Notes on the case of Mexico", enquête économique, 40(158), 13-36.

Rapport:

- Conseil Économique, Social et Environnemental. (2019). Le Nouveau Modèle de développement du Maroc
- Conseil Économique, Social et Environnemental (2021) : Économies Circulaires Au Maroc : Traitements Des Déchets Ménagers Et Des Eaux Usées.
- Conseil Économique, Social et Environnemental. (2019). Le Nouveau Modèle de développement du Maroc
- Center for International Environmental Law. (2019). Plastic & climate, report.
- Haut-Commissariat au Plan (2020) : "Impact social & économique de la crise du covid-19 au Maroc"
- Haut-Commissariat au Plan (2021) : "L'impact du Covid-19 sur l'activité des entreprises"
- Ministère délégué auprès du Ministre de l'Energie, des Mines, de l'Eau et de l'Environnement, chargé de l'Environnement : Loi-Cadre N° 99-12 Portant Charte Nationale De L'environnement Et Du Développement Durable
- Ministère de l'économie et des finances et de réforme de l'administration : Note circulaire n° 2138 E en date du 26 mars 2020.